**Récapitulatif regards croisés 2.2 : des politiques de l’emploi fondées sur la prise en compte du rôle du travail et de l’emploi dans l’intégration sociale**

Revenus primaires du travail, droits sociaux (retraite, allocations chômage, complémentaire santé)

Emploi stable, temps plein

Statut social, identité professionnelle, socialisation, (sentiment d’utilité)

Réseau de sociabilité lié au travail

Chômage, précarité de l’emploi (CDD, intérim, temps partiel subi, stage, apprentissage)

Perte ou diminution des revenus primaires du travail ⇨ pauvreté (France en 2013 : taux de pauvreté = 37% pour les chômeurs contre 14% pour la population), *working poor*

Statut social fragilisé (stigmatisation des chômeurs voir de salariés précaires : processus de disqualification sociale), désocialisation, dévalorisation de soi, identité professionnelle remise en question

Réseau de sociabilité restreint

Diminution de l’employabilité + risques d’autres ruptures : séparations, divorces, repli sur soi. ⇨ désaffiliation

Exclusion

Intégration

Politiques de l’emploi

Revenus de remplacement : les allocations chômage, de solidarité spécifique, le RSA socle. Politique passive.

Retour vers l’emploi : prime pour l’activité (01/01/2016) : politique active.

Politique active : retour vers l’emploi

Exemple de la flexicurité danoise afin de concilier flexibilité (et précarisation des emplois qui en découle) et intégration des chômeurs et des travailleurs précaires.

**Récapitulatif regards croisés 2.2 : pluralité des politiques de l’emploi afin de tenir compte de la diversité des formes du chômage**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Modalités** | **Effets attendus** | **Effets pervers, limites** |
| Lutte contre le chômage keynésien (lié à une insuffisance de la demande globale) | Relance de la consommation (redistribution verticale, minima sociaux) et de l’investissement (réduction des taux d’intérêt, investissements publics)  Politiques budgétaire et monétaire de relance de la demande anticipée | relance de la demande effective  ⇩  relance de la production  ⇩  création d’emplois | Risque d’endettement de l’État (et effets pervers de la dette).  Risque de ne pas inciter au travail *(Regards croisés justice sociale).*  Risque de délocalisations vers des pays où les cotisations sociales sont plus faibles et multiplicateur amoindri par les importations *(économie 2.1 + regards croisés justice sociale).*  Risque de moins attirer de capitaux étrangers si les taux d’intérêt baissent. |
| Lutte contre le chômage classique (lié à un coût du travail trop élevé, supérieur à la productivité marginale du travail) | Réduction du coût salarial : salaire net et/ou cotisations sociales (salariales et/ou patronales) | Réduction du coût du travail ⇨ incitation à l’embauche et augmentation de la compétitivité des entreprises ⇨ créations d’emplois  moins de substitution du capital au travail, moins de délocalisations ⇨ moins de destructions d’emplois | Financement de la protection sociale fragilisé par une diminution des recettes (mais cela peut être compensé par une augmentation du nombre d’actifs occupés et une baisse du nombre de chômeurs).  Stigmatisation des chômeurs |
| Lutte contre le chômage structurel (lié à des rigidités sur le marché du travail ou à une inadéquation entre les qualifications des emplois et celle des chômeurs). | Davantage de flexibilité sur le marché du travail notamment flexibilité quantitative. | Réduction du coût du travail : incitation à l’embauche.  Amélioration de la compétitivité des entreprises, création d’emplois. | Précarisation des conditions de travail  Travailleurs pauvres  Détérioration des conditions de travail ⇨ risques psycho-sociaux  *(solution : la flexicurité ?)* |
| Politique de formation et de reconversion pour les chômeurs. | Hausse de l’employabilité des chômeurs, retour vers l’emploi facilité, hausse de la productivité des chômeurs. | Les dépenses de formation bénéficient davantage aux salariés les plus qualifiés. |